

Maghreb et Moyen-Orient

Savoir

- Que le parlement européen s'interroge sur la **politique arabe de l'Europe** et se demande, en particulier, quelles sont les améliorations que l'UE pourrait apporter aux méthodes, aux cadres de pensée et aux instruments de son action, dans cette région du monde, pour accroître leur efficacité (cf. l'article ci-dessous).

Prévoir

- Une croissance de l'ordre de 5,5% en 2007, dans la région, dont 6,1% pour les pays du **Golfe** et 4,8% pour ceux du **Maghreb** (cf. les "en bref").
- De limiter le risque d'une implantation dans les **pays arabes** en diversifiant les actions sociales avec des ONG islamistes modérées (cf. ci-dessous).

Anticiper

- L'exacerbation des luttes de clans au sommet de **l'Etat algérien** dans le contexte de la succession du président Bouteflika. A la dégradation de la situation sécuritaire s'ajoutent des révélations de scandales, sur notamment la société BRC, filiale d'Haliburton et de la Sonatrach (cf. l'article Algérie de cette rubrique).

MONDE ARABE

LES ATTENTES À L'ÉGARD DE L'EUROPE

L'Union européenne répond-elle aux attentes que le monde arabe entretient à l'égard de l'Europe ? Cette question a été posée par la Commission des Affaires étrangères du parlement Européen. (en particulier par le Dr Stefan Krauss, directeur général des Politiques externes du Département thématique) au chercheur français **François Burgat** (CNRS ; IREMAM de Aix en Provence). Avec cette interrogation subsidiaire : **quelles améliorations l'UE pourrait-elle apporter aux méthodes, aux cadres de pensée et aux instruments de son action dans cette région du monde pour accroître leur efficacité ?**

Les Arabes, gouvernants ou opposants, membres de la "société civile" ou "acteurs religieux", sont-ils satisfaits de l'attitude de l'Europe à leur égard et, en particulier, du rôle d'alternative que celle-ci pourrait jouer, face aux États-Unis ?

Sur un sujet aussi complexe, la note qui vient d'être remise par François Burgat au parlement européen a le mérite de la clarté. Elle apporte des éléments essentiels à tous ceux qui désirent être "bien acceptés" dans un environnement culturel arabe, en particulier les associations et les entreprises européennes soucieuses de s'intégrer convenablement dans ce milieu et, pourquoi pas, de susciter, aussi, de la sympathie au sein des populations dans lesquelles elles effectuent leur travail quotidien. A cet égard, les extraits de ce rapport, que "Risques Internationaux" a pu se procurer, avec l'assentiment de son auteur, et que nous publions ci-dessous, nous paraissent directement opérationnels.

● L'une des grandes difficultés rencontrée par les Européens dans le monde arabe tient au fait que les gouvernements arabes, incontournables dans toutes les opérations de partenariat, sont, souvent, de plus en plus impopulaires sur la scène intérieure de leurs pays respectifs ; une politique de communication avec les acteurs non étatiques arabes s'impose donc pour contrebalancer cet effet.

◆ Vis-à-vis des problèmes internationaux, l'écart entre les gouvernants et les gouvernés arabes est cependant moindre. « Face à l'unilatéralisme américain (et notamment au verrouillage américain du Conseil de sécurité), les élites arabes au pouvoir ont, vis-à-vis de l'Europe des attentes peu différentes de celles de leurs opposants. » (...) « Si elles souhaitent "plus d'Europe", c'est avant tout pour avoir "moins d'Amérique" » (...)

D'où, pour François Burgat, l'intérêt, pour les élites arabes au pouvoir, d'un partenariat avec des acteurs européens qui sont perçus comme "plus fréquentables" par les populations arabes, ce qui, indirectement, permet aux gouvernants de se rapprocher de leur propre opinion publique.

VERBATIM

« Pendant des décennies, les régimes arabes ont usé d'une stratégie de la peur pour encourager les États-Unis et l'Europe à soutenir leur politique répressive à l'égard des mouvements islamistes, mobilisant l'image de fanatiques anti-occidentaux prenant le pouvoir par les urnes.

Pourtant, les islamistes modérés d'aujourd'hui ne participent plus de ce cauchemar. Les acteurs et les observateurs politiques qui continuent à insister sur le fait qu'il n'existerait rien de tel qu'un "islamisme modéré" omettent de prendre en compte le fait que les organisations militantes au Maroc, en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Koweït et au Yémen ont évolué au terme de décennies d'échec dans leur opposition à des régimes répressifs.

Au lieu de s'accrocher aux mirages d'États théocratiques, bon nombre de mouvements islamistes reconnaissent maintenant la pertinence du choix de concourir pacifiquement pour obtenir une participation au pouvoir et de travailler dans le cadre des institutions existantes pour promouvoir des ouvertures démocratiques progressives. »

Amr HAMZAWY, « *The key to Arab reform : moderate islamists* », *Policy Brief*, n°40, 26 juillet 2005.

♦ **Les choses se compliquent néanmoins sur la scène intérieure.** En effet, « Dans leur relation avec l'Union européenne, les élites gouvernantes arabes ont une tendance logique à faire primer les exigences de leur pérennité sur les principes de bonne gouvernance que l'Union entend promouvoir. Leur impopularité et leur degré d'autoritarisme ne sont toutefois pas partout identiques. La répression n'est pas le trait dominant des dynamiques politiques du sultanat d'Oman ou celle des émirats pétroliers du Golfe, où la faible démographie se conjugue avec l'importance des ressources pétrolières et gazières pour alléger le fardeau politique des dirigeants et accroître leur marge de manœuvre. » (...)

« Même s'il n'est pas sorti – tant s'en faut – de l'ère de l'autoritarisme, le Yémen, pour avoir choisi de maintenir l'opposition islamiste, dont le leader est président du parlement, à l'intérieur du système et donc loin des tentations révolutionnaires radicales, n'a pas encore atteint dans ce domaine le niveau des contradictions devenues manifestes au Maghreb et en Égypte. C'est surtout dans ces États les plus peuplés du nord de l'Afrique, ainsi que – mais en d'autres termes – dans les zones du Proche-Orient où irradie le conflit israélo-arabe que se pose avec le plus d'acuité la question du rôle de l'Union européenne en matière de soutien à la bonne gouvernance, à l'établissement de l'État de droit, à l'indépendance de l'autorité judiciaire, aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales. » (...)

♦ **Autre complexité :** « Les élites gouvernementales (arabes) avalisent fréquemment les lectures américaines les plus culturalistes ou les plus "théologiques" pour masquer les raisons très banalement politiques de la montée en puissance de leurs oppositions. (...) La crise des caricatures (janvier 2006) et celle née, en septembre de la même année, des propos sur l'islam du pape Benoît XVI ont montré qu'un certain nombre d'acteurs étatiques (Syrie, Libye, Égypte, Arabie Saoudite, mais également Israël) peuvent avoir paradoxalement intérêt à participer à cette "théologisation" opacifiante des humeurs de tous ceux qui leur résistent. Si le concept de "guerre des civilisations" a été significativement employé pour la première fois dès 1990 par Bernard Lewis à propos du conflit israélo-palestinien, c'est qu'il permettait de masquer très utilement la matrice trivialement nationaliste de ce conflit. Si certains régimes arabes autoritaires s'accommodent parfaitement des manifestations religieuses anti-occidentales – voire les encouragent en sous-main –, c'est qu'elles accèdent chez leurs interlocuteurs européens l'idée (fausse) que le fondement des oppositions auxquelles ils se heurtent de plus en plus fréquemment est de nature sectaire et religieuse, plus que politique. Les élites arabes au pouvoir cautionnent donc souvent des approches culturalistes (aidez-nous à résister à ces islamistes qui sont également vos ennemis). » (...)

Et c'est bien ce piège que les Européens (membres des associations ou entreprises investies localement) **vont devoir éviter, s'ils veulent vivre en bonne harmonie avec leurs voisins arabes.** En effet, selon François Burgat, « Pour les oppositions aux régimes des pays arabes ayant ratifié des accords d'association avec l'UE (comme la Tunisie, le Maroc et l'Algérie), le fameux "article 2" de tous ces accords, affirmant solennellement le caractère "essentiel" du respect des droits de l'Homme quotidiennement violés et jamais sanctionnés, est perçu comme le symbole même d'une duplicité de l'Europe, dont le discours moral ne serait que le paravent d'un cynisme d'abord guidé par les intérêts économiques à court terme. »...

● **Mais comment établir le contact avec des acteurs non étatiques plus représentatifs des populations ? Cette question est actuellement au cœur des débats qui animent les directions de la prospective, de la sécurité ou de la stratégie, au sein des compagnies pétrolières, des soumissionnaires de grands contrats et, plus généralement, de toutes les entreprises qui investissent dans le monde arabe avec une forte présence sur place.**

Or, selon Burgat, « Les "sociétés civiles" souffrent dans le monde arabe de deux tentatives d'appropriation restrictive. Les régimes autoritaires parviennent le plus souvent à y établir leur autorité, vidant ainsi le concept de toute portée. Ce détournement "interne" est aggravé par le fait que les Européens ont eu tendance à restreindre eux-mêmes la notion de société civile aux seuls acteurs dits "laïques" et à en exclure plus ou moins consciemment le large spectre des oppositions islamistes, des intellectuels ou des associations émanant ou seulement susceptibles de sympathie avec cette partie du paysage politique. Lorsqu'elle ne parle pas aux États, le plus souvent, l'Europe ne sait parler qu'avec ceux "qui lui ressemblent". » ...

« L'Europe surévalue assez systématiquement des expressions associatives de la société civile dotées d'une très faible représentativité : il leur suffit trop souvent de s'afficher comme "féministes", "de gauche" ou "laïques" pour que leurs interlocuteurs européens ne se soucient nul-

RÉÉQUILIBRER L'ACTION DE L'EUROPÉ DANS LE MONDE ARABE

L'étude de François Burgat rédigée à la demande du parlement européen propose, en conclusion, quelques recommandations centrées sur la nécessité de préparer les mutations qui accompagnent le renouvellement, en cours, de la génération des élites gouvernantes issues des indépendances, et le dépassement des ultimes séquelles de l'unilatéralisme, politique, mais aussi culturel, hérité de l'histoire.

1) Affirmer la pleine reconnaissance de toutes les forces politiques autres que sectaires, « islamistes » incluses ;

2) Dépassez la lecture "théologisante" des tensions politiques ;

3) Redéfinir les missions du dialogue interculturel ;

4) Penser et dépasser l'unilatéralisme de la relation culturelle : entendre pour être entendu, apprendre pour enseigner ;

5) Procéder, enfin, à des allègements techniques :

"Il est très souvent fait état du découragement de partenaires potentiels de l'Europe devant la lourdeur extrême des procédures contractuelles de financement. Or les petites structures qui n'ont pas les moyens de faire face aux exigences techniques requises pour bénéficier d'un tel soutien sont souvent celles qui sont le plus solidement ancrées dans le tissu social."

lement ni de la réalité de leur ancrage populaire ni même de leur proximité éventuelle avec les régimes autoritaires, au point d'être parfois instrumentalisées ou même créées par les régimes à seule fin de nourrir et d'exporter le discrédit d'une (large) catégorie de leurs principaux opposants politiques. Sous le pavillon des ONG, circulent en effet (dans le monde arabe mais pas seulement) toutes sortes de marchandises, y compris ce que certaines victimes de l'autoritarisme des régimes appellent aujourd'hui par dérision des OVG c'est-à-dire des organisations... "vraiment gouvernementales". De la Tunisie au Maroc en passant par le Yémen ou l'Arabie, elles sont créées "à la demande et selon la conjoncture", en fonction des besoins de la communication des régimes avec les chancelleries ou les donateurs étrangers, pour atténuer leur image d'autoritarisme, accaparer des financements mais aussi discréditer et contrecarrer toute concurrence de véritables ONG. C'est ainsi que le soutien de l'UE aux ONG et à travers elle aux "sociétés civiles", qui devrait nuancer sa proximité avec les régimes, se transforme très souvent, via les "organisations très gouvernementales", en un surcroît de soutien à leur égard.

« Le cas bien documenté de la Tunisie fournit un exemple particulièrement révélateur de pratiques qui n'ont toutefois rien de spécifique et peuvent être extrapolées à la quasi-totalité des pays de la zone. Le 26 juin 2004, lors de la réunion à Hammamet de la commission préparatoire au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), les autorités ont montré une nouvelle fois leur capacité, pour empêcher la prise de parole des associations indépendantes, à mettre en avant des organisations leur ayant fait allégeance. » ...

C'est ainsi que « Le Forum civil euroméditerranéen et la plate-forme des ONG destinés, dans le cadre du Processus de Barcelone, à dépasser le monopole des États et à institutionnaliser le débat entre organisations de la société civile, n'ont pas échappé à cette contradiction.... Aux yeux d'un grand nombre de ceux qui en sont *de facto* exclus, le Forum apparaît comme étranger à de larges composantes du paysage intellectuel et politique. »...

● **Comment contourner cette mainmise des "OVG" sur les espaces de dialogue ?** Pour François Burgat, il faudrait que les Européens choisissent de recourir à des interlocuteurs religieux déliés de toute allégeance avec les régimes et donc plus ou moins ancrés dans le paysage oppositionnel : « Sur le terrain, le relais de la génération nationaliste a, en fait, été pris partout par leurs successeurs islamistes, qui en réintroduisant dans le discours politique la terminologie de la culture musulmane "endogène" ont banalement prolongé, sur le terrain culturel et symbolique, le processus de "remise à distance" de l'ancien colonisateur ... Pourtant, l'Europe a pour l'heure complètement échoué à rationaliser la perception de cette génération politique et à établir avec elle les moindres canaux de communication, laissant de ce fait se réduire de façon drastique sa connaissance et sa reconnaissance de la composante majoritaire de son environnement arabe. Hormis quelques louables exceptions la vision européenne des attentes du monde arabe passe par un prisme extrêmement réducteur. »...

En conséquence, les Européens se refusent trop souvent « non seulement à reconnaître l'importance de l'ancrage populaire des oppositions islamistes modérées, mais plus encore à déceler leur potentiel modernisateur – dans tous les domaines de la libéralisation politique, y compris le renforcement des droits individuels des femmes comme des hommes –, au même titre que celui des acteurs "laïques" du reste du spectre politique. En attestent notamment, dans le monde arabe tout entier, les multiples alliances qu'opèrent les islamistes, depuis le Liban (où le très chrétien général Aoun s'est associé au Hezbollah chiite) jusqu'au Yémen (où les socialistes ont, lors de l'élection présidentielle du 20 septembre 2006, fait alliance avec la formation du Rassemblement Yéménite pour la Réforme, proche des Frères musulmans), en passant par les signataires, en janvier 1995, de l'exemplaire pacte de Sant'Egidio entre toutes les composantes de l'opposition algérienne. »...

Risques Internationaux

Les entreprises européennes sont en définitive les victimes de "la lenteur avec laquelle l'Union identifie, dans les sociétés civiles ou dans les oppositions politiques, des partenaires alternatifs". Comme le souligne fort justement François Burgat, l'incapacité de l'UE "à établir le moindre contact avec la génération montante des courants islamistes modérés porte fortement atteinte à son image, fragilisant de plus en plus l'ancrage de ses entreprises." Le phénomène nouveau est que les sociétés et les compagnies européennes ont désormais bien pris la mesure de ce phénomène. Elles ne veulent plus jouer les "boucs émissaires" et

payer les "pots cassés" par les hommes politiques, qu'ils soient ceux des régimes arabes, ceux des instances européennes, ou ceux de leur propre gouvernement. Nombreuses sont celles qui ont compris que l'on ne peut gagner la confiance d'une population en étant considéré comme l'allié complaisant de ses deux principaux "adversaires" : l'Occident, dans ce qu'il a de plus contestable, et les régimes locaux, dans les dérives de leur autoritarisme. D'où les projets de plus en plus affinés, destinés à "gagner les cœurs et les esprits", que tentent de mettre en place les acteurs du secteur privé dans le monde arabe.